



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Arrêté n° 12-2023-03-14-00004 du **14 MARS 2023**

OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée sur la commune de DRUELLE BALSAC lieux-dits « *la Cau et Les Coutals* » par la S.A.S SEDEMD

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de Préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022, portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-25-2 du 21 juin 2016, autorisant la SAS SEDEMD, 12510 Druelle-Balsac à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert située lieux-dits « *la Cau et Les Coutals* » du territoire de la commune Balsac ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-03-16-002 du 16 mars 2018, autorisant la SAS SEDEMD, à modifier les conditions d'exploitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-05-14-005 du 14 mai 2018, autorisant la SAS SEDEMD, à modifier le phasage et le montant des garanties financières et actant la cessation des parcelles n° 12 à 16, section ZC ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral complémentaire du 12 avril 2022 autorisant la SAS SEDEMD à modifier la remise en état, le montant des garanties financières et autorisant l'accueil d'une unité mobile de recyclage des matériaux inertes extérieurs ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance portant une demande de modification des conditions de fonctionnement déposé le 28 février 2023 en préfecture d'Aveyron ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 03 mars 2023 ;
- Vu** la transmission du 03 mars 2023 du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;
- Vu** la réponse en date du 03 mars 2023 de l'exploitant ;

Considérant que la demande concerne le travail de nuit de 22h à 6 h pour une période temporaire comprenant les mois de mars, novembre et décembre 2023 d'une partie des activités de la carrière, afin de limiter l'impact des coûts de l'énergie dans le cadre de son augmentation très substantielle au niveau international et donc national ;

Considérant que l'exploitant a justifié du respect des valeurs admissibles des niveaux de bruit et d'émergence engendrées en période nocturne par le fonctionnement de ses installations et fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, à l'aide de mesures d'émergence sonore effectuées et reprises dans le porter à connaissance déposé;

Considérant que la modification n'entraîne pas une évolution substantielle des nuisances et des risques associés à l'activité exercée par la SAS SEDEMD sur la commune de DRUELLE-BALSAC au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'y a aucune autre modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2022 susvisé est à jour sur la rubrique 2515 visée à son article 2 en ce qui concerne le régime de l'enregistrement ;

Considérant que ces modifications nécessitent des actualisations des dispositions de l'arrêté préfectoral ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron.

Arrête

Article 1^{er} - Modification des conditions d'exploitation - horaires de fonctionnement de nuit

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence de l'arrêté préfectoral antérieur	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées ou complétées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions). Références des articles correspondants du présent arrêté	Nature des prescriptions ajoutées ou modifiées
2016-25-2 du 21 juin 2016	Article DG 3	Article 2	Horaires de fonctionnement de nuit
2016-25-2 du 21 juin 2016	Article PN 4	Article 3	Valeurs limites d'émergence

Article 2 :

Les dispositions de l'article DG 3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 susvisé sont complétées par :

Article DG 3.2 : Horaires de fonctionnement de nuit

Dispositions spécifiques au travail de nuit :

L'exploitation des installations de traitement des matériaux secondaires et tertiaires, à savoir les étapes de concassage, criblage et lavage, peut être opérée durant les mois de mars, novembre et décembre 2023 en période nocturne entre 22 heures et 6 heures.

Article 3 :

Les dispositions de l'article PN 4 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016 susvisé sont complétées par :

Article PN 4 : Valeurs limites d'émergence

Dispositions spécifiques aux émissions sonores sur période nocturne :

L'émergence et les niveaux sonores en période d'activité nocturne sur les mois de mars, novembre et décembre 2023 sont mesurés sur chacun de ces mois. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Aveyron ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 5 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Druelle-Balsac en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Druelle-Balsac dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

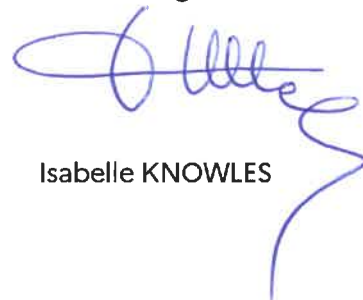
Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Druelle-Balsac sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS SEDEMD.

14 MARS 2023

Fait à Rodez, le

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES